

Revenus des ménages

Après avoir accéléré à l'automne 2000, le revenu disponible des ménages s'est inscrit en forte progression cette année. Les salaires par tête et les prestations sociales ont conservé un rythme de croissance soutenu et ont permis de limiter l'impact du ralentissement de l'emploi salarié à compter du printemps dernier. La baisse des prélèvements et la diminution de l'inflation ont également joué en faveur du pouvoir d'achat des ménages. Au total, sa croissance serait historiquement élevée, à +3,7% en moyenne annuelle en 2001.

Au début de 2002, le revenu disponible devrait être freiné par la stagnation de l'emploi et la légère décélération du rythme de progression des salaires dans les secteurs concurrentiels, mais ce ralentissement serait amorti par une nouvelle contribution de la désinflation.

Pouvoir d'achat du revenu moins vigoureux en 2002

Le revenu disponible brut reçu par les ménages enregistrerait une croissance de 5,0% en 2001 (en termes nominaux et en moyenne annuelle), après 4,8% en 2000. Son profil infra-annuel est marqué depuis plusieurs années par les évolutions des prélèvements fiscaux, dont les mesures nouvelles ont généralement pris effet en seconde partie d'année. Ainsi,

après avoir vivement accéléré à l'automne 2000 sous l'impact de baisses de prélèvements obligatoires (baisse des deux premières tranches de l'impôt sur le revenu, baisse de la taxe d'habitation, suppression de la vignette automobile), la progression du revenu des ménages apparaît faible par contrecoup au premier semestre de 2001 : +0,5% en glissement semestriel, après +4,5% au second semestre de 2000. De la même façon, il accélère au second semestre de 2001 (+3,6%) sous l'impact de nouvelles baisses de prélèvements obligatoires (baisses de l'ensemble des tranches d'impôts sur le revenu, prime pour l'emploi). Par ailleurs, les prix de la consommation décélèrent, leur glissement annuel passe de 1,7% en milieu d'année à 1,1% à la fin de 2001⁽¹⁾. Cette désinflation contribue elle aussi à la vive accélération du pouvoir d'achat au second semestre de 2001. Au total, le pouvoir d'achat des ménages aurait augmenté de 3,7% en 2001 en moyenne annuelle, ce qui constituerait la plus forte hausse enregistrée depuis plus de vingt ans.

Au premier semestre de 2002, comme un an auparavant et par le même effet de contrecoup, le revenu total des ménages ne progresserait que modérément (+0,3% en glissement semestriel).

(1) Le déflateur utilisé est différent des prix à la consommation (cf. encadré de la fiche revenu de juin 2001).

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Salaires bruts (59%)	2,7	2,7	2,8	1,8	1,6	4,5	5,4	4,6	4,2	5,2	5,2
Prestations sociales en espèces (32%)	1,1	1,1	1,6	1,6	1,6	2,3	2,2	3,3	2,9	2,3	2,9
Excédent brut d'exploitation (24%)	2,2	1,7	1,7	1,3	1,5	1,7	3,9	3,1	1,6	3,3	3,5
Revenus de la propriété (9%)	7,9	5,0	3,1	3,0	3,1	7,0	13,3	6,2	4,9	13,4	7,8
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24%)	4,9	-6,6	10,6	-5,4	7,7	2,7	4,1	-2,0	4,6	3,9	2,5
dont : Cotisations des salariés (-8%)	2,3	2,8	2,1	1,3	0,9	5,1	5,2	3,5	4,8	5,2	3,5
Cotisations des non salariés (-2%)	-2,2	7,0	1,5	0,6	2,0	6,4	4,7	2,1	4,2	3,1	5,9
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-14%)	7,2	-13,1	17,2	-9,9	12,6	1,2	-6,8	5,6	6,1	3,3	1,6
Revenu disponible brut (100 %)	2,0	4,5	0,5	3,6	0,3	3,6	6,6	4,1	2,8	4,8	5,0
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,6	0,9	0,8	0,3	0,3	0,5	1,5	1,1	0,2	1,2	1,3
Pouvoir d'achat du RDB	1,4	3,6	-0,3	3,2	0,0	3,1	5,0	2,9	2,7	3,6	3,7

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

Au-delà de ce profil infra-annuel un peu heurté, son ralentissement apparaît sensible, mais sa progression en termes réels, à laquelle le mouvement de désinflation contribue, est encore solide ; l'acquis de croissance du pouvoir d'achat des revenus des ménages serait de 2% à la mi-2002 (à titre de comparaison, il se montait à 2,7% à la mi-2001).

Les revenus d'activité résistent en 2001 au ralentissement de l'emploi

L'augmentation de la masse salariale reçue par les ménages en 2001 serait identique à celle de 2000 (+5,2% en moyenne annuelle). Néanmoins, après une croissance très rapide au premier semestre (+2,8% en glissement d'un semestre à l'autre), la seconde partie de l'année a été marquée par un net ralentissement (+1,8%). Cet infléchissement concerne principalement les secteurs marchands non agricoles et est imputable à la dégradation du marché du travail. En effet, la croissance encore forte de l'emploi dans ces secteurs en moyenne annuelle (+3,0%, contre +3,6% en 2000) masque un profil en très nette décélération : la progression est passée de 2% en glissement au second semestre de 2000 à 1,5% au premier semestre de 2001. Elle serait de 0,5% au second semestre de 2001. Dans ces secteurs, la hausse des salaires reste, quant à elle, relativement soutenue. Le glissement annuel du salaire moyen par tête (SMPT) est resté aux alentours de 2,8% tout au long de l'année. Début 2002, cette dynamique salariale ne devrait que légèrement ralentir, et, la quasi-stagnation de l'emploi induirait une nouvelle décélération de la masse salariale versée par le secteur marchand non agricole. Elle n'augmenterait que de 1,3% en glissement semestriel.

Cependant, face à ce net ralentissement dans les secteurs concurrentiels, la masse salariale versée par les administrations publiques devrait être plus soutenue fin 2001 et au début de l'an prochain. Dynamisés par les revalorisations de l'indice de traitement (+0,7 point en novembre 2001, puis +1,0 point en mars 2002), les revenus distribués devraient ainsi croître de 2,2% au deuxième semestre de 2001 et de

2,4% au semestre prochain, après +1,9% en début d'année 2001. Au total, le secteur non marchand viendrait donc soutenir la croissance de la masse salariale totale au premier semestre de 2002 : celle-ci serait de 1,6% en glissement, après +2,8% et 1,8% aux premier et second semestres de 2001.

Par ailleurs, 2001 a été favorable aux entrepreneurs individuels, qui ont vu leur excédent brut d'exploitation progresser de 3,9%, en légère accélération par rapport à 2000. Toutefois, la hausse se fait plus faible à partir du second semestre, parallèlement au ralentissement de l'activité économique.

La revalorisation des prestations vient soutenir le revenu des ménages

Dans le domaine des prestations sociales, le second semestre de 2001 a été marqué par la mise en place du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi). En contrepartie d'un engagement à une recherche active d'emploi, ce plan prévoit la fin de la dégressivité de l'indemnisation chômage, une aide à la formation et à la mobilité ainsi que la possibilité d'un suivi personnalisé. Ajouté à la revalorisation des allocations chômage début juillet et à la remontée du chômage, le PARE contribue à l'accélération des prestations chômage en seconde partie d'année. Elles avaient augmenté dès janvier 2001 avec l'extension du champ d'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Les pensions et rentes de vieillesse ont également accéléré en 2001. En effet, tenant compte d'une progression relativement soutenue de l'inflation en 2000 et intégrant 0,5% de coup de pouce, les retraites ont été revalorisées de 2,2%, alors qu'en 2000 l'augmentation n'avait été que de 0,5%.

Au total, les prestations versées auront progressé de 2,9% en 2001 contre 2,3% en 2000. En tenant compte de la revalorisation prévue début janvier prochain des pensions et rentes vieillesse, le rythme de progression resterait de 1,6% en glissement au premier semestre de 2002, comme aux deux semestres de 2001.

DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	3,1	3,3	3,2	1,7	1,3	5,1	6,5	5,0	4,6	6,1	6,1
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	1,1	1,3	1,6	1,2	1,3	2,2	2,5	2,8	2,1	2,4	2,8
Sociétés financières (5%)	3,1	1,4	1,1	0,9	1,2	6,1	4,6	2,0	5,6	5,3	2,4
Administrations publiques (25%)	1,7	1,3	1,9	2,2	2,4	2,5	3,1	4,1	2,6	3,1	3,4
Ménages hors EI (1,8%)	1,9	2,1	2,0	2,5	1,9	5,8	4,1	4,5	6,6	4,4	4,3
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	2,7	2,7	2,8	1,8	1,6	4,5	5,4	4,6	4,2	5,2	5,2

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,1	1,1	1,6	1,6	1,6	2,3	2,2	3,3	2,9	2,3	2,9
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	1,1	1,2	2,1	1,9	1,7	2,4	2,3	4,1	2,8	2,6	3,4
dont : Versés par le Régime général	1,5	2,0	2,5	0,8	1,8	2,5	3,5	3,4	2,7	3,6	3,8
Prestations de régimes privés (6%)	3,4	2,4	1,9	1,8	1,7	3,1	5,9	3,7	3,1	5,7	4,2
Prestations directes d'employeur (14%)	1,9	1,7	1,5	1,6	1,9	4,1	3,7	3,2	4,1	3,9	3,2
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-2,0	-1,5	-2,6	-1,4	0,4	-1,3	-3,5	-3,9	2,7	-4,3	-3,4
Total des prélèvements sociaux	0,7	2,8	2,0	1,1	1,1	5,0	3,5	3,1	4,7	3,6	3,5
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	0,5	2,9	2,1	1,1	1,0	5,2	3,5	3,2	4,9	3,5	3,6
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (65%)	0,0	2,7	2,1	1,0	1,0	5,1	2,7	3,1	5,0	2,8	3,4
Cotisations des salariés (28%)	2,3	2,8	2,1	1,3	0,9	5,1	5,2	3,5	4,8	5,2	3,5
Cotisations des non salariés (7%)	-2,2	7,0	1,5	0,6	2,0	6,4	4,7	2,1	4,2	3,1	5,9

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

L'augmentation des revenus de la propriété est moins nette en 2001 qu'en 2000 (6,4% contre 10,7%, en moyenne annuelle). Ce fléchissement affecte prioritairement les revenus sensibles à l'évolution de l'activité économique, comme les dividendes versés par les sociétés ou les intérêts liés à l'épargne. Les charges liées à la propriété ralentissent également, mais dans une moindre mesure (+2,3% en 2001 contre +3,6% en 2000). Au total, le solde des revenus de la propriété progresserait de 7,8% en 2001, contre 13,4% en 2000. Le ralentissement se poursuivrait au premier semestre de 2002.

Allègements de prélèvements obligatoires en 2001

Le ralentissement des prélèvements fiscaux et sociaux s'est poursuivi en 2001. Leur croissance, passée de +4,6% en 1999 à +3,9% en 2000, continuerait de s'infléchir en 2001 pour atteindre +2,5%. En particulier, le montant des recettes d'impôts sur le revenu et le patrimoine diminue au deuxième semestre, conséquence directe des baisses nouvelles de taux décidés pour toutes les tranches de l'impôt sur le revenu, ainsi que de la prime pour l'emploi⁽²⁾.

La croissance des cotisations salariées décélère en 2001 (3,5% en moyenne annuelle, contre 5,2% en 2000). Cet infléchissement s'explique par les baisses

du taux de cotisation chômage intervenues en janvier puis en juillet, mais aussi par le ralentissement de la masse salariale en cours d'année. Au premier semestre de 2002, sous l'hypothèse d'une baisse des taux de cotisations UNEDIC, les cotisations salariées devraient croître sur un rythme légèrement inférieur.

Enfin, en ce qui concerne les transferts sociaux en nature, leur croissance en 2001 (+4,5%) devrait être quasi similaire à celle de 2000. Au début de 2002, ils resteraient dynamiques, notamment avec la création en janvier de l'Aide Personnalisée Autonomie (APA). Celle-ci remplace la Prestation Spécifique Dépendance et une part des prestations prises en charge par les caisses de retraite au titre de leur action sociale facultative. Environ 800 000 personnes pourraient bénéficier des 1,2 milliard d'euro (8 milliards de francs) supplémentaires distribués en 2002 avec cette aide. Le revenu disponible ajusté⁽³⁾ s'en trouvera soutenu d'autant. ■

(2) La PPE a pris effet le premier juillet et se présente sous la forme d'allègements d'impôts. Elle a été majoritairement versée en août. Dans le cadre de plan de consolidation de la croissance annoncé par le gouvernement en septembre dernier, elle sera versée de nouveau en janvier prochain. Toutefois, rattaché au budget 2001, ce renouvellement est comptabilisé au quatrième trimestre de cette année.

(3) Le revenu disponible ajusté est constitué par la somme du revenu disponible brut et des transferts sociaux en nature.

Consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages ont nettement rebondi dès le début de 2001, stimulées par la vigueur du pouvoir d'achat des revenus fin 2000. Malgré le ralentissement des créations d'emplois, la progression du revenu est restée soutenue en cours d'année, entretenue par de nouveaux allègements d'impôts et une légère accélération des salaires par tête. Dans ce contexte, la consommation des ménages demeurerait dynamique jusqu'à la fin de 2001, s'accroissant de 2,9% en moyenne annuelle, après 2,8% en 2000.

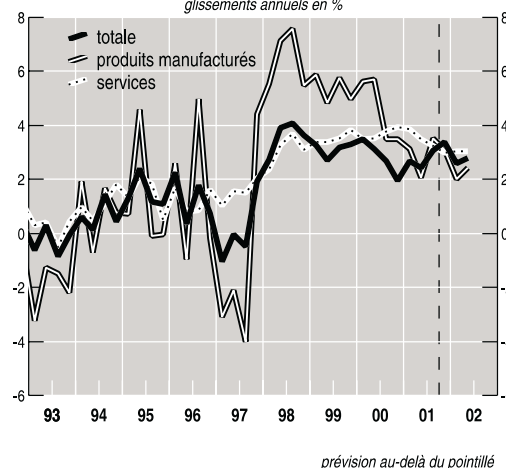
Le rythme de progression de la consommation s'infléchirait quelque peu au premier semestre de 2002, pour s'inscrire sur une pente de l'ordre de 2%. Les dépenses des ménages continueraient de bénéficier des effets des baisses d'impôts intervenues au second semestre de 2001 ainsi que de la baisse de l'inflation. Dans un contexte de progression modeste du chômage, le ralentissement du revenu des ménages ne les conduirait qu'à une légère contraction de leur épargne.

Ces prévisions ne retiennent pas d'effet significatif du passage à l'euro sur le volume de la consommation.

Consommation soutenue jusqu'à la fin de 2001

Dans un climat de confiance extrêmement favorable, les dépenses de consommation se sont révélées très vigoureuses au premier trimestre de 2001. Elles ont pleinement profité de l'accélération du revenu in-

1
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES
aux prix de 1995
glissements annuels en %



duite par les baisses d'impôts de l'automne 2000, ainsi que du repli de l'inflation, conséquence du recul en début d'année des prix des produits énergétiques. Même si ce rebond marqué dès le début de 2001 a induit par contrecoup un profil trimestriel un peu heurté des achats en cours d'année, la progression des dépenses s'est depuis maintenue sur un rythme annualisé proche de 3%.

La confiance des ménages était depuis 1998 encore plus élevée que ne le suggéraient les seules évolutions de leur environnement économique, que ce soit en termes de pouvoir d'achat ou de chômage. Cette «bulle» de confiance se serait traduite par un surcroît

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Dépenses totales de consommation des ménages⁽¹⁾	1,1	0,8	1,6	1,7	1,1	3,3	2,0	3,3	3,1	2,8	2,9
dont :											
Alimentation (19,2%)	-1,2	0,1	1,2	0,6	0,4	1,7	-1,1	1,9	1,3	0,2	1,0
Énergie (7,6%)	-2,3	-0,6	3,3	1,8	0,8	0,9	-2,9	5,1	1,3	-0,1	3,3
Services (48,2%)	1,9	2,0	1,5	1,4	1,5	3,8	3,9	2,9	3,5	3,7	3,4
Produits manufacturés (25,0%)	2,9	0,6	1,4	1,4	1,0	5,0	3,5	2,9	5,4	4,6	2,9
Dépenses individualisables des administrations	2,0	1,6	1,2	1,8	1,5	2,4	3,6	3,0	2,1	3,2	3,1
Consommation effective totale	1,3	1,0	1,5	1,7	1,2	3,1	2,3	3,2	2,9	2,9	2,9

■ Prévission

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

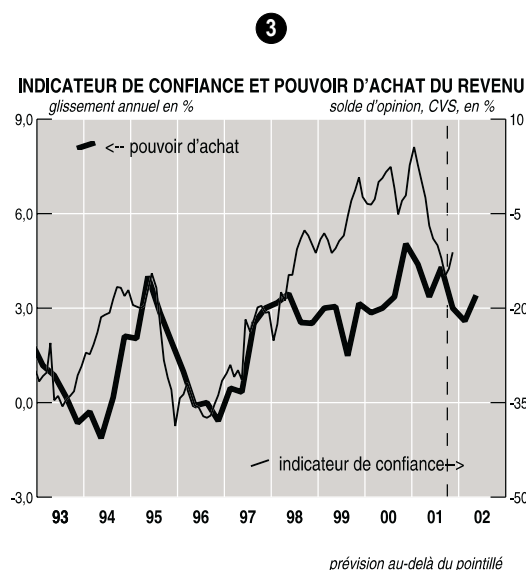
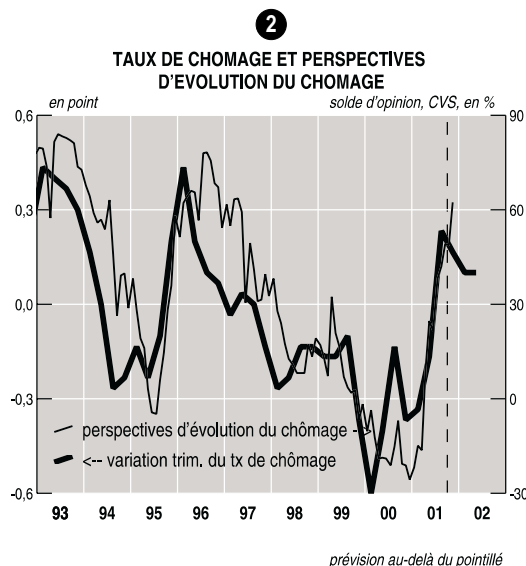
de consommation de l'ordre d'un demi-point en 2000⁽¹⁾. Depuis le début de 2001, l'indicateur résumé de confiance a reculé de près de 20 points, situation inédite depuis 1995. Néanmoins, ce déclin ne traduit pas une véritable « crise ». Il met plutôt fin à la « bulle » de confiance dans la mesure où, partant d'un niveau historiquement élevé, l'indicateur se retrouve désormais plus en phase avec le revenu réel (cf. graphique 3).

La vigueur du revenu a nettement stimulé les dépenses en produits manufacturés, qui progresseraient de 2,9% en moyenne sur 2001. Les achats en biens durables, tout particulièrement en automobiles et en électronique grand public⁽²⁾, ont vivement progressé tout au long de l'année. En revanche, ce dynamisme ne s'est pas étendu aux dépenses en habillement, qui devraient peu augmenter sur l'ensemble de 2001. Par ailleurs, en ligne avec la décrue des prix, la consommation en énergie s'est vigoureusement redressée, après deux ans d'atonie. Elle se serait accrue de plus de 3% en moyenne annuelle.

Consommation encore solide au début de 2002

Le rythme annuel de croissance de la consommation devrait s'infléchir au premier semestre de 2002, pour s'établir autour de 2%. La progression du revenu serait freinée par le ralentissement de la masse salariale (+3,5% en glissement annuel à la mi-2002 contre 5,5% un an plus tôt). En effet, malgré la légère accélération des salaires par tête, l'emploi ne progresserait plus en début d'année. A l'inverse, la consommation devrait bénéficier des effets des baisses d'impôts sur le revenu intervenues au second semestre de 2001 ainsi que de la prime pour l'emploi supplémentaire versée en janvier prochain dans le cadre du plan de consolidation du gouvernement. Le repli de l'inflation procurerait également des gains de pouvoir d'achat.

Dans l'incapacité d'anticiper l'évolution du climat politique international, on a retenu ici l'hypothèse que la confiance des ménages, qui s'est redressée quelque peu à la fin de 2001, ne devrait pas se détériorer significativement à l'horizon de la mi-2002. En effet, la baisse du moral des ménages en 2001 aurait largement intégré la dégradation des perspectives sur le marché du travail, et le chômage ne remonterait que très progressivement à l'horizon de



juin prochain. La confiance pourrait même légèrement se redresser au printemps, phénomène classique en période pré-électorale.

Au total, le maintien de la confiance à un niveau supérieur à sa moyenne historique autoriserait une légère baisse du taux d'épargne, qui viendrait opportunément lisser la décélération du revenu. Le ralentissement des dépenses serait donc très progressif, mais il toucherait tous les postes. C'est le cas en

(1) Voir dossier « Opinion des ménages et analyse conjoncturelle », I. Braun-Lemaire, A. Gautier, Note de conjoncture de l'Insee, mars 2001.

(2) Télévision, HIFI, Vidéo, téléphonie et ordinateurs.

TAUX D'ÉPARGNE

(en % du revenu disponible brut)

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
Taux d'épargne	15,4	16,4	16,5	16,7	16,7	15,3	15,9	16,6
Taux d'épargne financière	6,4	7,4	7,6	8,0	8,1	6,3	6,9	7,8

Prévision

particulier des achats en automobiles, très dynamiques en 2001 (les immatriculations de véhicules neufs ont progressé de 6%). Les achats de produits bruns pourraient toutefois bénéficier d'un effet «coupe du monde» au printemps.

La consommation de services s'inscrirait sur un rythme annuel supérieur à 3%, un peu en deçà de celui enregistré durant la majeure partie de cette année. Leur progression aurait été freinée au quatrième trimestre de 2001 par le ralentissement des dépenses liées au tourisme (transport notamment aérien, agences de voyages, hôtellerie), conséquence des attentats aux États-Unis. Ces dépenses, également freinées par une accélération des prix dans ces secteurs, ne devraient que progressivement se re-

dresser au cours de 2002. Les dépenses en services de télécommunications (téléphonie mobile, internet), malgré un léger ralentissement, continueraient de tirer sensiblement à la hausse la consommation de services.

Ainsi, après une progression dynamique des dépenses en 2001 (+2,9%) dans un contexte de très forte hausse du pouvoir d'achat (+3,7%), les ménages ralentiraient leur consommation au premier semestre de 2002, du fait de la décélération de leur revenu. Selon un mécanisme classique, ils joueraient toutefois sur leur épargne pour lisser les variations de ce revenu. Après avoir progressé de l'ordre de $\frac{3}{4}$ de point en 2001, le taux d'épargne se replierait légèrement à l'horizon du printemps prochain. ■

Investissement

La détérioration de la conjoncture a entraîné un brutal retournement de l'investissement des entreprises. Alors qu'il croissait sur une pente de 10% à la fin de 2000, celui-ci a été ramené sur un sentier de l'ordre de 1% l'an au premier semestre de 2001. Il reculerait au second semestre de 2001 sur un rythme compris entre -1% et -2% l'an.

Ce coup de frein est intervenu malgré le soutien d'une demande intérieure relativement robuste. Les entreprises dans leur majorité ont ainsi révélé une grande sensibilité aux aléas de la conjoncture internationale. En effet, la révision à la baisse des projets d'investissement a été très rapide. Les industriels, qui prévoient une croissance de 9% de leur investissement productif en valeur en janvier, ont revu progressivement en baisse cette projection jusqu'à 3% en octobre.

Concernant le début de l'an prochain, les perspectives actuelles de demande, en particulier étrangère, ne laissent pas augurer un redressement rapide du comportement d'investissement des entreprises. Celui-ci reculerait encore au premier semestre. Pour l'heure, dans l'industrie, les prévisions des chefs d'entreprise sont très réservées, pointant sur un recul de 4% de leurs dépenses d'équipement en 2002. Ces projections résultent à la fois de la dégradation de la conjoncture avant même le 11 septembre et de l'accroissement de l'incertitude après les attaques terroristes.

Forte dégradation des anticipations

Les chefs d'entreprise ont freiné leurs dépenses d'équipement dès le début de 2001. Le ralentissement brutal de l'économie américaine et

ses conséquences prévisibles sur le commerce international ont amené nombre d'entreprises à adopter un comportement restrictif, révisant ou différant leurs projets d'investissement. Dans l'industrie, les chefs d'entreprises ont d'abord ramené leurs prévisions d'investissement en équipement à 6% en valeur en 2001 dans l'enquête d'avril, contre 9% dès l'enquête de janvier. Dans ce contexte d'inflexion de la demande, ces révisions à la baisse se sont accompagnées d'un effort plus général d'allègement des charges (déstockages, infléchissement de la demande de travail).

Au début de l'été, la nouvelle dégradation des perspectives de demande, en particulier à l'étranger, a conduit une majorité d'entreprises à réviser de nouveau à la baisse leurs projets. Dans le même temps, le volume des crédits à l'investissement a connu une décélération sensible, indiquant même un décrochage par rapport au niveau des mois précédents. Au total, les dépenses d'investissement des entreprises ont commencé à reculer au troisième trimestre.

Ce mouvement à la baisse devrait s'accroître au quatrième trimestre, les événements du 11 septembre ayant encore accentué l'attentisme des entreprises. Le soutien des dépenses liées au passage à l'euro, attendu dans le tertiaire et en particulier dans la distribution, ne compenserait pas la poursuite du freinage de l'investissement dans l'industrie.

En 2001, la tendance globale recouvre certaines disparités sectorielles. L'investissement en matériel informatique semble avoir été particulièrement affecté. A l'inverse, l'investissement en automobile et l'investissement en bâtiment sont restés assez dynamiques.

INVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1997	1998	1999	2000	2001
Par secteur d'activité ⁽¹⁾					
Agriculture (8%)	2,9	3,8	2,2	2,0	-2,0
Industrie (35%)	4,7	-2,2	0,4	6,0	1,0
dont industrie manufacturière	4,7	5,9	3,3	10,0	3,0
Construction (2%)	-4,1	16,6	16,0	8,0	6,0
Tertiaire (55%)	-1,7	14,7	8,4	7,5	4,7
Ensemble des SNFEI	0,3	9,4	5,9	7,4	3,6
Par produit					
Produits manufacturés	2,7	13,5	6,2	8,4	3,1
Bâtiment et travaux publics	-6,9	-0,9	4,6	6,7	4,5

■ Prévisions

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1998.

Les entreprises fortement sensibles au contexte international

Le coup de frein enregistré sur l'investissement a été brutal, à la fois par sa rapidité, son ampleur et sa généralité. Cette brutalité peut surprendre au premier abord, car la demande des ménages français, et même -à un moindre degré- de l'ensemble des ménages européens est demeurée robuste en 2001. De plus, le taux d'utilisation des équipements dans l'industrie reste proche de sa moyenne de longue période dans l'industrie en cette fin d'année, en dépit du ralentissement de l'activité, ce qui suggère que la France n'est pas dans une situation de surinvestissement.

Certes, d'après l'enquête investissement d'octobre, ce sont les branches des biens intermédiaires et des biens d'équipement, plus exposées au commerce international, qui ont le plus freiné leurs dépenses d'investissement. La croissance de l'investissement serait demeurée un peu plus ferme dans la branche des biens de consommation (+7%), et dans celle de l'automobile (+16%), toutes deux portées par une demande des ménages dynamique.

Mais la sensibilité à la dégradation de la conjoncture internationale se lit aussi dans la réaction des entreprises appartenant à ces activités moins directement exposées : dans le secteur des biens de consommation, la prévision des industriels s'établissait à 14% en janvier 2001 et, dès le mois d'avril, ils révisaient cette première estimation à 9%. De même, dès le début de l'année, d'après les indications fournies par les grossistes, le ralentissement de l'investissement a été sensible dans le secteur tertiaire.

Tout s'est donc passé comme si les chefs d'entreprises dans les secteurs moins exposés avaient révisé leurs anticipations à la baisse face à la dégradation de la situation internationale, en estimant que leurs propres marchés, même s'ils se portaient mieux, finiraient par être atteints par ce choc négatif.

L'investissement des entreprises reculerait encore au premier semestre de 2002

Le recul de l'investissement enregistré au second semestre de 2001, devrait se poursuivre en début d'année prochaine. Même dans les secteurs industriels qui avaient maintenu une progression soutenue de leurs dépenses d'équipement en 2001, les anticipations sont désormais moins favorables. Ceci peut traduire une incertitude accrue concernant l'évolution de la consommation. La première prévision des industriels recueillie dans l'enquête investissement d'octobre pointe sur une baisse de 4% de leur effort d'équipement en 2002. Sur l'ensemble des entreprises, l'investissement reculerait au premier semestre de 2002 sur une pente annuelle de l'ordre de -1%.

Aux anticipations défavorables sur la demande, renforcées par les incertitudes liées à la situation internationale après les attaques terroristes aux États-Unis, s'ajoutent les effets du ralentissement de l'activité en 2001, qui a réduit la profitabilité des entreprises et dégradé leur autofinancement.

Dans ces conditions, seule une amélioration des perspectives de demande étrangère, ou une hausse de la profitabilité, permettraient une réelle reprise de l'investissement. A cet égard, les industriels interrogés en octobre s'attendaient à une nouvelle baisse de leurs capacités d'autofinancement, mais notaient que la baisse des taux d'intérêt devrait avoir un effet un peu plus incitatif en 2002. Par ailleurs, en tout début d'année, la mesure publique destinée à favoriser l'investissement par le biais de conditions d'amortissement plus favorables (option ouverte jusqu'au 31 mars 2002), pourrait constituer une opportunité pour certaines petites ou moyennes entreprises. ■

En 2001, les stocks ont pesé sensiblement sur la croissance, la réduisant de 0,8 point. Le mouvement de déstockage a été particulièrement violent dans la branche des biens intermédiaires. En cette fin d'année, les facteurs influençant le comportement de stockage restent orientés défavorablement. Les stocks sont encore jugés lourds par les industriels. Les perspectives de demande et de prix continuent de se dégrader. Toutefois, la contribution des stocks étant restée très négative au second semestre de 2001, les comportements de déstockage pourraient avoir atteint une limite. Leur contribution à la croissance serait plus proche de la neutralité au premier semestre de 2002.

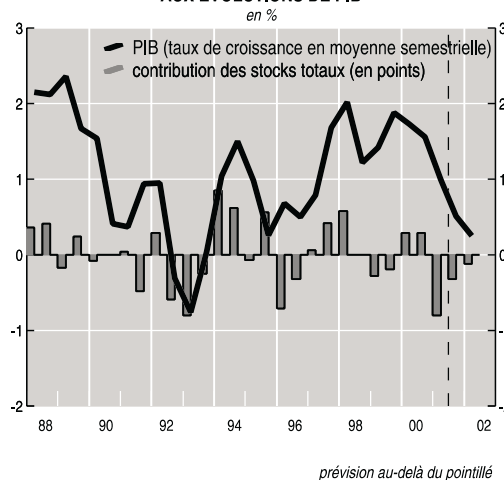
Les stocks ont fortement pesé sur la croissance en 2001

La contribution négative des stocks à la croissance du PIB en 2001 (-0,8 point) serait plus ample que celle enregistrée en 1981 et 1996, sans toutefois atteindre le creux de 1993. La dégradation des perspectives de production des industriels entamée dès la fin de 2000 et accentuée au début du printemps s'est traduite par une évolution des stocks très défavorable à la croissance au premier semestre de 2001. Le retournement à la baisse des perspectives de prix a également favorisé ce mouvement.

Un rôle neutre des stocks au premier semestre de 2002

Au début de l'été, la relative stabilisation des perspectives, tout particulièrement dans les branches en amont du processus de production, laissait espérer un retour à la neutralité des comportements de stockage. Les événements du 11 septembre ont dissipé

CONTRIBUTIONS DES VARIATIONS DE STOCKS AUX ÉVOLUTIONS DE PIB



cet espoir sur le second semestre. Néanmoins, les cycles de déstockage étant généralement courts, l'accalmie se profilerait au premier semestre de 2002.

Déstockage prononcé dans les biens intermédiaires

Les variations de stocks de l'industrie manufacturière constituent l'essentiel des variations des stocks de l'ensemble des biens et services et, sur la période récente, la branche des biens intermédiaires a contribué à elle seule aux trois quarts de l'évolution des stocks manufacturiers.

De fait, au premier semestre de 2001, la contribution des stocks à la croissance de la production de biens intermédiaires a été négative de plus de trois points, ce qui n'avait pas été observé depuis 1978. Malgré l'ampleur de ce déstockage, l'opinion des producteurs de biens intermédiaires sur leurs stocks de pro-

CONTRIBUTION DES STOCKS À LA CROISSANCE

1998	1999	2000	2001		1999		2000		2001		2002
					1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
9,2	4,5	9,0	-2,2	Variations de stocks ⁽¹⁾ en Mds d'euros 1995	2,8	1,6	3,5	5,4	0,0	-2,2	-3,0
0,8	-0,4	0,3	-0,8	Contribution des variations de stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points)	-0,3	-0,2	0,3	0,3	-0,8	-0,3	-0,1

■ Prévision

(1) Variations de stocks de biens et services y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

duits finis se maintenait encore en novembre 2001 à un niveau élevé par rapport à sa moyenne de long terme. Corrélativement, l'opinion sur la demande a chuté à des niveaux plus bas que dans les autres branches manufacturières. Caractérisée par sa forte ouverture internationale, cette branche a notamment été affectée par la baisse des commandes étrangères. De plus, les perspectives de prix de vente restent orientées à la baisse en cette fin d'année.

Les évolutions des stocks dans la branche des biens d'équipement sont fortement dépendantes au trimestre le trimestre du calendrier des ventes d'avions ou de paquebots⁽¹⁾. Du fait sans doute de l'inertie afférente aux délais de production de ce type de biens, sur les trois premiers trimestres de 2001, la contribution des stocks à la croissance des biens d'équipement a été plus proche de la neutralité, contrastant avec celle des autres branches manufacturières.

Dans la branche des biens de consommation le mouvement d'allègement des stocks entamé dès le second semestre de 2000 s'est amplifié en 2001. Tout se passe comme si les industriels de cette branche, confrontés à une demande des ménages dynamique, n'avaient pas voulu y faire face en ajustant complètement leur production à la hausse, peut-être parce que le contexte international les portait à croire que la consommation finirait par être affectée.

L'industrie automobile est la branche manufacturière dont l'activité a été la plus dynamique depuis plusieurs années. Caractérisée par des pratiques de gestion en flux tendus, les stocks n'ont eu qu'un impact limité sur sa croissance depuis 1998. Si la contribution légèrement négative en 2000 s'est creusée en 2001, elle resterait toutefois limitée à -1 point.

Mouvement de restockage dans le logement

Les stocks de logement se situent actuellement à de bas niveaux. D'après les promoteurs immobiliers interrogés en octobre, la demande de logements à acheter ou à louer a chuté. Le nombre de mises en vente ayant tendance à dépasser le nombre de ventes, la fin de 2001 et le premier semestre de 2002 devraient être marqués par un mouvement modéré de restockage. ■

(1) Ainsi, la contribution totale des variations des stocks à l'ensemble du PIB a été heurtée aux trois premiers trimestres de 2001 (-0,8 puis +0,2 et -0,4 point de PIB) ; mais hors secteur de la construction aéronautique et navale, le profil est plus régulier (-0,4 puis -0,2 et -0,2). En fait, les ventes à l'étranger d'avions et de paquebots, souvent importantes et chahutées d'un trimestre à l'autre, trouvent comptablement leur contrepartie dans les variations de stocks. C'est pourquoi il est généralement préférable de «lisser» les évolutions des contributions des stocks en les analysant au niveau du semestre.

Production

Dès le début de 2001, la dégradation du climat conjoncturel a pesé sur la production manufacturière. Celle-ci est passée d'un rythme annuel de croissance de 5% au second semestre de 2000 à 1% au premier semestre de 2001. Elle reculerait nettement au quatrième trimestre. Cette inflexion s'explique par une forte baisse des exportations, un coup de frein sur l'investissement et un mouvement de désstockage. Bien que soutenus par une consommation des ménages dynamique, les services n'ont pas échappé à ce mouvement de ralentissement. La décélération de l'activité dans les transports est accentuée en cette fin d'année par les répercussions des attentats du 11 septembre. Seule la construction conserve un certain dynamisme.

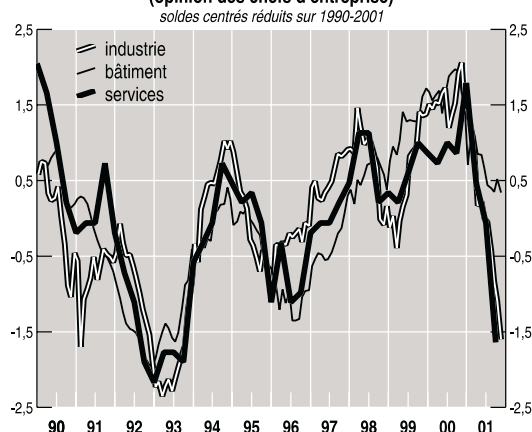
Les anticipations des chefs d'entreprises ne suggèrent pas de reprise de l'activité au début de l'an prochain. Les perspectives sont très dégradées dans l'industrie et les services. Bien qu'en baisse, elles demeurent mieux orientées dans la construction.

L'industrie entre en récession à la fin de 2001

La production manufacturière croîtrait de 2,7% en 2001, contre 5,4% en 2000. Mais cette moyenne annuelle masque un profil de ralentissement nettement plus accentué, prenant effet dès le début de 2001. Cette décélération a été emmenée par la branche des biens intermédiaires, dont la production a chuté au premier semestre de 2001.

Cette branche est en général la première touchée par un retournement de conjoncture, car elle produit les biens les plus en amont du processus de production.

PERSPECTIVES PERSONNELLES D'ACTIVITE (opinion des chefs d'entreprise)



De plus, très sujette aux ajustements de stocks des entreprises, elle tend à accentuer les cycles conjoncturels.

En 2001, la production dans les biens d'équipement professionnel a également pâti du coup de frein donné par les entreprises sur l'investissement, en France comme à l'étranger. Dans ce contexte défavorable, elle a néanmoins été soutenue par des exportations importantes dans la branche de la construction navale et aéronautique.

La branche des biens de consommation a moins souffert, car l'inflexion des exportations a été en partie compensée par le dynamisme des achats des ménages.

L'activité dans l'automobile se distingue cette année car elle est demeurée très dynamique. Elle a continué de bénéficier d'un marché intérieur porteur et d'exportations encore soutenues.

PRODUCTION PRINCIPALEMENT MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Agroalimentaire	-1,2	0,0	0,8	0,0	1,0	2,4	-1,2	0,8	1,4	0,1	0,3
Produits manufacturés	2,8	2,5	0,6	0,0	-0,3	5,2	5,4	0,5	3,8	5,4	2,7
Énergie	0,4	0,6	1,9	0,4	0,6	0,2	1,0	2,4	0,1	2,0	2,1
Construction	3,3	1,8	0,5	1,0	0,3	5,3	5,1	1,6	5,0	5,3	2,7
Commerce - Transports	1,3	2,2	0,4	-0,6	0,5	4,9	3,5	-0,2	4,1	3,8	1,7
Activités financières	3,0	1,8	0,9	0,3	0,6	4,3	4,9	1,3	3,3	5,0	2,4
Autres services marchands	2,1	2,4	2,0	1,0	0,8	5,7	4,6	3,0	5,7	4,6	4,0
Total	2,0	2,0	1,0	0,3	0,4	4,8	4,0	1,4	4,1	4,2	2,7

Prévision

Au premier semestre de 2002, la consommation des ménages devrait ralentir sans toutefois s'affaïsser tandis que la demande extérieure demeurerait de son côté mal orientée. Au total, la production manufacturière devrait poursuivre le recul entamé au quatrième trimestre de 2001. C'est ce que suggèrent les anticipations issues des dernières enquêtes auprès des industriels, qui, après être tombées en dessous du niveau de la fin 98 («trou d'air»), sont depuis peu également inférieures à celui de 1996. Elles demeurent actuellement supérieures à celui de la récession de 1993.

Le tertiaire ne résiste pas

L'activité des services marchands a fortement décéléré en 2001. Le glissement annuel à la fin de l'année devrait s'établir à moins de 3%, ce qui ne s'était pas produit depuis 1996. Ce sont les services aux entreprises qui ont subi au premier chef ce ralentissement, en particulier l'intérim dont l'activité est fortement dépendante de la production industrielle. L'enquête de conjoncture d'octobre suggère que l'activité pourrait rester peu dynamique dans les services au début de 2002. Les attentats du 11 septembre pèseraient tout particulièrement sur les services liés au tourisme.

L'activité des transports a ralenti dès le début de 2001. En ligne avec l'inflexion des échanges extérieurs, le transport terrestre international de marchandises est en baisse et le transport national a subi lui aussi les conséquences du ralentissement conjoncturel. Le transport ferroviaire, affecté également, a néanmoins bénéficié à l'été de la mise en service du TGV Méditerranée.

Selon l'enquête de conjoncture d'octobre du Ministère de l'équipement, la baisse des transports de marchandises devrait se poursuivre dans les prochains mois. Le transport aérien serait de son côté très affecté par les événements de septembre.

Depuis plus d'un an, la conjoncture dans le commerce de gros, en avance sur l'activité globale, s'est infléchi. L'enquête de conjoncture de novembre 2001 confirme ce mouvement dans tous les secteurs. La conjoncture est particulièrement défavorable pour les vendeurs de biens intermédiaires destinés à l'industrie et de biens d'équipement.

L'activité du commerce de détail a été soutenue en 2001 par le dynamisme de la consommation des ménages. Toutefois, les enquêtes de conjoncture du début de l'automne suggèrent que l'activité pourrait se tasser un peu. Le fléchissement est plus marqué dans le commerce non spécialisé alimentaire que dans l'ensemble du commerce spécialisé. Ce mouvement signifie sans doute que les détaillants s'attendent à un certain ralentissement de la consommation au début de l'an prochain.

Ralentissement dans le bâtiment

Après deux années de forte croissance (+5% en 1999 et +5,3% en 2000 en moyenne annuelle), l'activité du secteur de la construction a ralenti : sa hausse serait de 2,7% en 2001. Ce ralentissement modéré devrait se poursuivre au premier semestre de 2002.

Dans la construction neuve, 2001 aura été marquée par un infléchissement de la construction de logements et par le dynamisme de l'activité liée au bâtiment non résidentiel. Pour 2002, les mises en chantier de logements collectifs devraient relayer les mises en chantier de logements individuels en perte de vitesse. De son côté, la construction de bâtiments non résidentiels devrait s'essouffler.

Les travaux d'entretien et d'amélioration, qui ont bénéficié de la baisse du taux de TVA, connaîtraient une croissance légèrement positive dans les prochains mois.

L'activité du secteur des travaux publics, qui a marqué le pas au lendemain des élections municipales, continuerait de ralentir en 2002. La réalisation de travaux ordonnés par les acteurs locaux récemment élus (qui représentent près de la moitié des donneurs d'ordre) ne devrait pas débiter avant le second semestre. Dans l'intervalle, les entreprises nationales soutiendraient l'activité, grâce au démarrage de grands chantiers (TGV Est, port du Havre). La commande privée serait, pour sa part, en perte de vitesse.

Inflexion de la production d'énergie

La production totale d'énergie a augmenté de 2,6% au cours des trois premiers trimestres de 2001. Cet accroissement est principalement dû à la hausse de la production électrique (+3,4%) stimulée en particulier par la hausse des exportations. La production de produits raffinés n'a crû que de 0,6% sur cette même période.

La production d'énergie ralentirait en cette fin d'année et ne devrait se reprendre qu'à l'horizon du printemps prochain. Le ralentissement économique global aurait un impact négatif sur la demande d'énergie des industriels.

Baisse de la production agricole

La campagne de productions végétales de 2000-2001 aura été marquée par la faiblesse des récoltes qui concerne aussi bien les grandes cultures que les fruits et légumes et la vigne, du fait d'aléas climatiques défavorables. Toutefois, la relative faiblesse de la demande sur un marché encombré par les stocks des campagnes précédentes a conduit à une dégradation des cours pour la troisième année consécutive. La faiblesse de la production devrait permettre de raffermir les cours en 2002.

La production bovine est en repli en 2001 (-2,0%). Elle devrait reprendre en 2002 à la faveur de la dissipation des effets des crises sanitaires. La hausse de la production porcine, devrait se poursuivre en 2002. Enfin, la production de volailles a pleinement bénéficié de l'effet de substitution induit par les deux crises sanitaires (ESB, fièvre aphteuse). Cette tendance à la hausse pourrait s'infléchir au début de l'an prochain, la crise de confiance des ménages sur la viande de bœuf allant en s'atténuant. ■

Résultats des entreprises

Le coût unitaire de production a commencé à ralentir depuis un an sous l'effet de la baisse du prix des matières premières. En 2001, ce ralentissement a été amorti par la forte hausse des coûts salariaux unitaires, particulièrement en début de l'année. Ceux-ci se modérant à leur tour, le coût unitaire de production poursuivrait sa décélération à l'horizon de la mi-2002.

Le ralentissement de l'activité maintiendrait les prix de production sur des pentes encore plus faibles. Au total, le taux de marge continuerait de se dégrader à l'horizon du printemps prochain.

Baisse du coût des consommations intermédiaires

La baisse du coût unitaire des consommations intermédiaires s'explique principalement par la baisse du prix des biens intermédiaires et de l'énergie, liée au ralentissement général, particulièrement prononcé dans l'industrie. Après avoir progressé jusqu'à 6,0% en rythme annualisé au début de 2000, ce coût unitaire s'établit sur une pente de l'ordre de -2% à la fin de 2001, sous l'effet du recul du prix des matières premières enregistré depuis le début de l'année et de la baisse marquée des cours du pétrole au quatrième trimestre. Le coût des consommations intermédiaires se stabiliserait au premier semestre de 2002 (+0,1% en glissement semestriel) sous l'effet de la stabilisation du prix du pétrole aux alentours de 20\$ le baril.

Un coût salarial en forte progression sur 2001, puis ralentissant en 2002

A l'inverse, le coût salarial unitaire aurait joué défavorablement pour les entreprises en accélérant en 2001 (+2,6% après 0,8% en moyenne annuelle). Cette évolution retrace la forte accélération des salaires par tête, centrée sur le premier semestre de 2001 (+3,8% en rythme annualisé), elle-même produit du dynamisme passé du marché de l'emploi ainsi que de la répercussion retardée de la hausse de l'inflation en 2000. Ce dynamisme des salaires devrait se modérer progressivement dans un contexte de détérioration du marché du travail et de désinflation.

La baisse de la productivité se poursuivrait au second semestre de 2001 quoique de manière moins marquée. Son glissement annuel atteindrait de -0,7% en fin d'année (contre +0,2% fin 2000). Cette évolution résulte de l'adaptation progressive de l'emploi à l'activité économique. L'emploi salarié privé a commencé de s'ajuster au printemps 2001 à la décélération de l'activité ; il reculerait légèrement au premier semestre de 2002, alors que l'activité se reprendrait quelque peu. Dans ce contexte, la productivité commencerait à se redresser au début de l'an prochain.

En 2001, les cotisations salariales ne contribueraient plus que pour 0,6 point à la baisse dans le coût salarial unitaire après -1 point en 2000, année marquée par une rapide montée en charge des exonérations de charges sociales au bénéfice des entreprises passant

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES SNF-EI*

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Coût des consommations intermédiaires	3,0	2,0	0,2	-0,9	0,1	2,4	5,1	-0,7	0,5	5,0	1,3
Coût salarial unitaire	0,2	1,1	1,9	1,2	0,9	0,1	1,3	3,1	0,5	0,8	2,6
<i>Salaires par tête (+)</i>	1,1	1,3	1,6	1,2	1,3	2,2	2,5	2,8	2,1	2,4	2,8
<i>Productivité par tête (-)</i>	0,1	0,1	-0,5	-0,2	0,2	2,0	0,2	-0,7	1,7	0,7	-0,3
<i>Cotisations sociales employeurs (+)</i>	-0,9	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-1,0	-0,4	0,1	-0,9	-0,6
Coût unitaire total	2,0	1,6	0,7	-0,3	0,4	1,4	3,6	0,5	0,4	3,4	1,5
Prix de production	1,7	1,5	0,4	-0,3	0,2	0,9	3,2	0,1	-0,2	2,9	1,3

■ Préviation

* Sociétés non-financières et entreprises individuelles.

aux 35 heures. Au premier trimestre de 2001, la baisse du taux de cotisation Unedic, en contribuant pour -0,2 à l'évolution du coût salarial unitaire, est venue compenser en partie la fin de ces exonérations. Au début de 2002, de nouvelles entreprises (les PME) entrant dans le dispositif des 35 heures, les exonérations dues à la RTT continueraient de réduire les coûts de production, mais de façon moindre.

Au total, le coût salarial unitaire reviendrait sur une pente plus modérée au premier semestre de 2002 (+1,8% en rythme annualisé).

Détérioration du taux de marge

Après la forte hausse de 2000 due au renchérissement des matières premières et du pétrole, les prix de production ont ralenti à compter du premier semestre de 2001. Ils baisseraient au second, sous l'impact de la faiblesse de l'activité, ainsi, pour ce qui est de la production de produits raffinés, que du repli des prix du pétrole.

Au total, le ralentissement du coût unitaire total étant plus lent que celui des prix de production, le taux de marge des entreprises continuerait de dégrader. Il perdrait 0,4 point en 2001 en moyenne annuelle et baisserait encore au premier semestre de 2002. ■

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET COÛT DU TRAVAIL

Avertissement : l'élaboration des évolutions présentées ci-dessous a nécessité de nombreuses hypothèses et approximations. Ces estimations sont à considérer avec précaution, car les biais sont susceptibles d'être importants. En particulier, les évolutions de la durée du travail sont estimées à partir de l'enquête ACEMO et corrigées pour tenir compte de la différence de champ (l'enquête ne couvrant pas les entreprises de moins de dix salariés), et de la modification du mode de calcul de la durée du travail dans certaines entreprises à l'occasion du passage aux 35 heures (cf. fiche sur les salaires).

La mise en œuvre de la réduction du temps de travail s'accompagne mécaniquement d'une accélération des salaires horaires : le maintien de la rémunération mensuelle au moment où la durée du travail diminue (accordé

dans la très grande majorité des entreprises) entraîne une hausse à due concurrence du salaire horaire. Cependant, pour apprécier correctement l'évolution des coûts salariaux des entreprises depuis 1999, il convient de

COÛT HORAIRE DU TRAVAIL (SECTEUR CONCURRENTIEL, BRANCHES EB-EP)

(en variations trimestrielles ou annuelles en%)

	2000				2001				2002		Moyennes annuelles		
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	1999	2000	2001
Salaire mensuel moyen ⁽¹⁾	0,6	0,6	0,8	0,5	0,9	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	2,5	2,5	2,8
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,8	-0,6	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-2,0	-1,1
= Salaire horaire	1,3	1,2	1,1	0,7	1,2	1,0	0,7	0,7	0,8	0,7	3,0	4,6	3,9
+ Contribution des allègements de charges	-0,5	-0,3	-0,1	0,0	-0,8	0,6	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,9	-0,6
= Coût horaire du travail (au sens de la Comptabilité Nationale) ^{(2) (3)}	0,8	1,0	0,9	0,7	0,4	1,6	0,6	0,5	0,7	0,7	3,0	3,7	3,3
+ Contribution des allègements de la part "salaires" de la taxe professionnelle ⁽⁴⁾	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2	-0,2
= Coût horaire du travail consolidé (A) (y.c. taxe professionnelle sur salaires)	0,7	0,9	0,8	0,6	0,4	1,6	0,5	0,5	0,7	0,6	2,7	3,5	3,1
Valeur ajoutée [EB-EP]	0,7	0,9	0,6	1,2	0,5	0,1	0,5	-0,2	-0,1	0,2	3,5	3,5	2,3
- Emploi équivalent temps plein [EB-EP]	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,6	0,3	0,2	0,0	0,0	2,2	3,5	3,0
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,8	-0,6	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-2,0	-1,1
= Productivité horaire (B)	0,5	0,6	0,0	0,4	0,0	-0,1	0,3	-0,4	-0,1	0,4	1,7	2,1	0,4
= Coût salarial unitaire consolidé (A)-(B)	0,2	0,3	0,9	0,2	0,4	1,7	0,2	0,8	0,7	0,2	1,0	1,4	2,6

(1) Salaire mensuel moyen par personne en équivalent temps plein (et donc corrigé de l'accroissement du temps partiel).

(2) Rémunération des salariés + impôts sur la main-d'œuvre / volume d'heures travaillées.

Remarque : la part de la taxe professionnelle sur les salaires est comptabilisée dans les "autres impôts sur la production" en Comptabilité Nationale.

(3) La décomposition du coût horaire a été approchée par la combinaison de ses différentes composantes.

(4) Il est prévu que la part "salaires" de la taxe professionnelle continue de diminuer d'environ 10 milliards par an jusqu'en 2003.

prendre en compte les allègements supplémentaires de cotisations sociales et d'impôts sur le facteur travail dont elles bénéficient : réduction des cotisations sociales employeur et suppression progressive des salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle.

Après la généralisation de la mise en œuvre des 35 heures dans les entreprises de plus de 20 salariés, l'année 2001 a été marquée par une poursuite de la baisse de la durée du travail (-1,1 %), mais moins prononcée qu'en 2000 (-2,0 %). Ce moindre recul induit une décélération du salaire horaire en 2001 (+3,9 % contre +4,6 % en 2000), alors que les salaires moyens sont restés dynamiques. Avec la mise en place de la réduction du temps de travail, des allègements de cotisations sociales à la charge des employeurs sont octroyés. Les entreprises ont en outre bénéficié au premier trimestre de la suppression exceptionnelle des cotisations retraite des régimes complémentaires (ASF), liée à la renégociation de la conventions Unedic. Au deuxième trimestre, les cotisations sociales employeurs ont sensiblement progressé du fait du retour à la situation normale. Au total, une fois les allègements liés à la part salaire de la taxe professionnelle comptabilisés, l'ensemble des allègements contribue à la baisse du coût horaire consolidé du travail dans une moindre mesure qu'en 2000 (-0,8 contre -1,1). Il reste que ce coût horaire décélère légèrement en 2001 par rapport à 2000 (+3,1% contre +3,5%). Du fait de haus-

ses moins marquées du salaire mensuel moyen et de la moindre baisse de la durée du travail au second semestre, il ralentit même nettement sur la deuxième partie de l'année (+2% au premier semestre en glissement contre +1% au second semestre).

La productivité horaire a nettement ralenti en 2001 : elle augmente en effet de 0,4% contre 2,1% l'année précédente. Le fort ralentissement de la valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles a été accompagné d'un ralentissement moins marqué de l'emploi en équivalent temps plein et d'une baisse plus modérée de la durée du travail. Ces évolutions -légère décélération du coût horaire du travail et freinage de la productivité horaire- conduisent à une accélération marquée du coût salarial unitaire consolidé (+2,6% contre +1,4%). Il progresserait toutefois moins rapidement au second semestre de 2001.

Le ralentissement du coût salarial unitaire entamé fin 2001 devrait se poursuivre début 2002. Avec les assouplissements annoncés sur le contingent d'heures supplémentaires pour les petites entreprises, la baisse globale de la durée du travail au cours du premier semestre de 2002 devrait être modérée. Les salaires moyens restant soutenus, le coût horaire du travail devrait progresser au même rythme que le semestre précédent. Cependant, après un point bas fin 2001, la productivité horaire accélérerait quelque peu. ■